

Guyslain Ngeleza, Xinshen Diao, John Ulimwengu et Josee Randriamamonjy

Tendances de long terme pour la croissance et la réduction de la pauvreté en RDC:

Une approche d'équilibre général

Alors que certains pays de l'Afrique Subsaharienne sont en mesure d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en 2015, les défis de développement auxquels fait face la République Démocratique du Congo (RDC) ne lui permettront pas d'atteindre ces cibles à l'horizon 2015. En effet, après plusieurs années de guerres, qui ont entraîné d'énormes pertes en vie humaine et la quasi-destruction des infrastructures sociales et économiques, la reprise de la croissance du PIB et la réduction de la pauvreté sont modestes. Le secteur minier qui a constitué l'ossature de l'économie congolaise pendant plusieurs décennies reprend de façon modérée. Le secteur agricole qui emploie plus de la moitié de la population active croît mais à un rythme très faible. La RDC peut reformuler ces objectifs en visant une croissance soutenue et une réduction de moitié son niveau actuel de pauvreté en 2015. Il est évident que la tâche sera laborieuse au niveau national. Il est aussi important de souligner que les défis et les opportunités diffèrent selon les provinces. La présente note, se basant sur une analyse récente de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), analyse les tendances de long terme pour la croissance économique ainsi que la réduction de la pauvreté au niveau national et dans les provinces. Il s'agit d'une étude qui utilise le modèle d'équilibre général calculable pour examiner différentes options et défis pour le développement de la République Démocratique du Congo.

Une croissance accélérée au niveau national est indispensable

Entre 2002 et 2009 la République Démocratique du Congo a enregistré une croissance du (Produit Intérieure Brute) PIB de 5.3 pour cent. Cette croissance reste, cependant, erratique dans la mesure où, lorsqu'on considère les sous-périodes, la forte croissance du début de la décennie est suivie des périodes de faible croissance (voir tableau 1).

Tableau 1. Les tendances de croissance du PIB

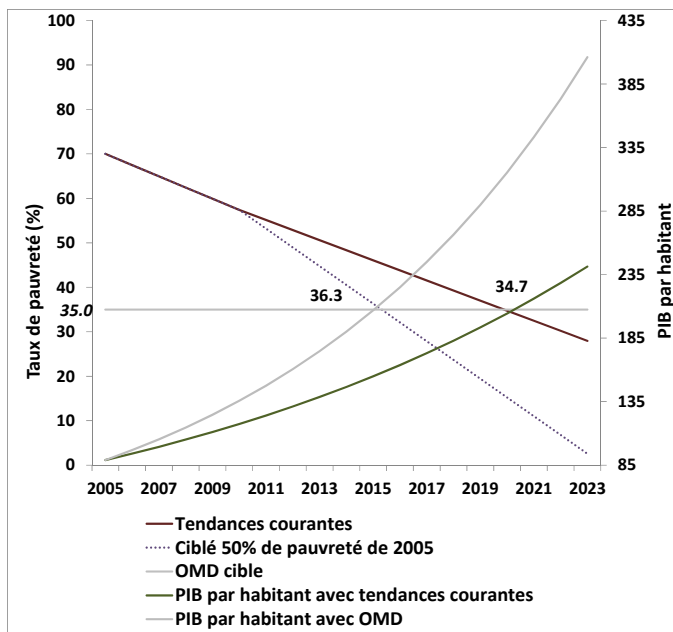
	(2002-09)	(2004-09)	(2006-09)
PIB	5.3	4.1	2.5
PIB/habitant	2.3	1.9	1.1

Source: Indicateurs de développement dans le monde (Banque Mondiale, 2010)

L'expérience des pays qui sont sur la voie d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement en 2015, comme le Ghana, démontre qu'ils ont eu une croissance

soutenue de 5 à 6 pour cent sur plusieurs années. Sur les quatre années restantes d'ici l'année 2015, la République Démocratique du Congo aura besoin d'une croissance plus forte (plus de 8 pour cent) pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement et particulièrement réduire son niveau actuel de pauvreté de moitié (OMD1). La figure 1 ci-dessous montre qu'avec les tendances courantes, le revenu moyen par habitant mesuré en dollars américain, augmentent mais à un rythme faible. En 2005 il s'est chiffré à 153 dollars. Avec ce niveau de revenu, le niveau de pauvreté reste très élevé (46 pour cent) par rapport à l'OMD1. Ceci suggère qu'une croissance plus forte est nécessaire pour permettre à la République Démocratique du Congo d'atteindre l'OMD1. Les résultats de l'étude présentés dans cette note montrent par exemple que lorsqu'avec un taux de croissance plus élevé, le revenu moyen par habitant en 2005 s'élève à 206 Dollars réduisant ainsi le niveau de pauvreté à 36 pour cent (Figure 1).

Figure 1—Projection de la croissance du PIB par habitant et de la réduction de la pauvreté



Source: Simulation faites par les auteurs

Les moteurs de la croissance en République Démocratique du Congo

Pendant plusieurs décennies, le secteur minier a été considéré comme le pilier de l'économie congolaise. Aujourd'hui, l'industrie minière représente moins de 10 pour cent du PIB comparé à plus de 25 pour cent dans les années 80. Malgré les efforts du gouvernement appuyés par les bailleurs des fonds, la production industrielle n'a pas redémarré. Le secteur agricole qui emploie plus de 80 pour cent de la population active et qui bénéficie des conditions naturelles très favorables est réduite à des activités de subsistance. Les cultures de rentes qui représentaient 40 pour cent des exportations en 1960, ne jouent plus qu'un rôle marginal (Programme Indicatif National 2008).

Besoins d'une transformation structurelle de l'économie

Il est généralement reconnu, que les pays qui s'engagent sur la voie d'une croissance soutenue et de la réduction de pauvreté passent par une transformation structurelle, pendant laquelle le rôle de chaque secteur dans le processus de la croissance est redéfini. Très souvent le secteur manufacturier est le moteur de cette transformation structurelle. Pendant ce processus, la part

du secteur agricole dans la formation du PIB diminue. Mais en terme absolu, l'agriculture continue de croître. Comme pour la plupart des pays africains, le secteur agricole pour la République Démocratique du Congo est de loin le plus important. Le secteur manufacturier et celui de services sont marginaux. La particularité des conditions de départ pour la République Démocratique du Congo suggérerait une croissance basée sur l'agriculture. Cependant, compte tenue de la diversité régionale les effets escomptés d'une telle croissance ne seront pas les mêmes dans toutes les provinces.

Stratégies alternatives pour une croissance soutenue

L'agriculture constitue l'ossature de l'économie congolaise. Elle contribue à concurrence de 38 pour cent au PIB national. Si les tendances courantes se confirment, le secteur agricole va continuer à croître à un taux modeste de 3 pour cent. La mise en œuvre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) comme pièce maitresse d'une stratégie de réduction de la pauvreté permet à l'agriculture et ses sous-secteurs de jouer un rôle important comme sources principales de croissance favorables aux pauvres au niveau national et particulièrement en milieu rural. La République Démocratique du Congo (RDC), comme les autres pays Africains ne cherchent pas seulement à accélérer la croissance mais également à maximiser et à élargir l'impact d'une telle croissance sur la réduction de la pauvreté. Dans cette étude lorsqu'un taux de croissance du secteur agricole de 6 pour cent est ciblé d'ici 2015, avec une croissance additionnelle du secteur non-agricole pour générer assez de demande pour la hausse attendue des produits agricoles, la croissance annuelle du secteur agricole dépasse les 6 pour cent ciblé. Le secteur industriel et celui des services croissent aussi significativement au taux de 6,9 et 7,4 pour cent respectivement, entraînant une croissance de 6,8 pour cent de l'ensemble de l'économie nationale.

Alternativement, lorsque la réduction de moitié du taux de pauvreté de 2005 en 2015 est ciblé avec une augmentation supplémentaire de croissance à la fois du secteur agricole et non agricole, les taux de croissance du secteur de l'agriculture, du secteur industriel, des services se chiffrent à 8.5, 9,0, et 8.6 pour cent respectivement.

Dans les deux scénarios, la croissance du secteur agricole est principalement influencée par une augmentation du rendement des cultures industrielles qui

par essence sont des produits d'exportation. D'autres produits agricoles de consommation tels que les céréales et tubercules, qui contribuent à concurrence 51 pour cent du PIB du secteur agricole ont également significativement influencés la croissance du secteur. La production des céréales et tubercules qui constituent les aliments de base en République Démocratique du Congo, est elle-même, influencée par la croissance de la population ainsi que l'urbanisation qui en résulte.

Rôle du secteur manufacturier et de celui des services

Le secteur industriel en République Démocratique du Congo ne représente que 8 pour cent du PIB national. Au regard de cette contribution modeste, ce secteur ne peut que jouer un rôle limité, même avec les fortes taux de croissances comme celle enregistrés dans les deux scénarios présentés dans cette étude. Aussi, 40 pour cent du secteur manufacturier en République Démocratique du Congo obtient ces inputs de l'agriculture et par ce fait, le secteur manufacturier est lui-même en grande partie dépendant du secteur agricole.

Le secteur des services, quant à lui, est par contre très important en taille. Il contribue à concurrence de 43 pour cent au PIB national. Cependant, pour une économie aussi modeste que celle de la République Démocratique du Congo, le secteur des services ne pourrait pas être le moteur principal de la croissance. Il peut par contre faciliter la croissance dans les autres secteurs à travers par exemple les services de transport.

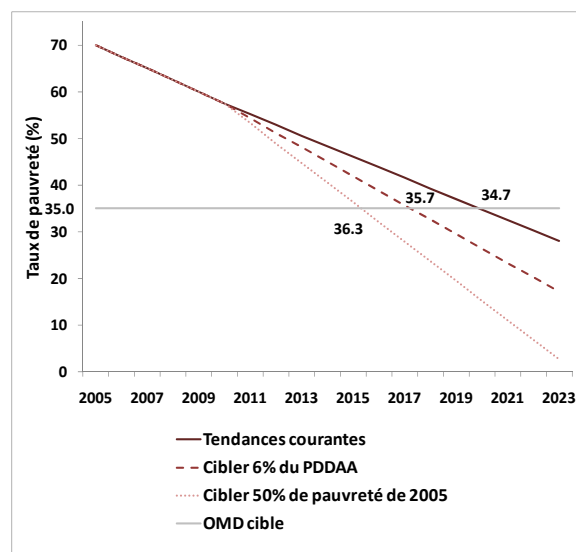
Réduction de la pauvreté et les objectifs du millénaire pour le développement

Au niveau national, la croissance modeste observée depuis 2005, a certainement aidé à réduire le niveau de pauvreté dans le pays. Avec les tendances courantes, par exemple, on estime que le taux de pauvreté est passé de 70 pour cent à 57 pour cent entre 2005 et 2010. Si ces tendances se maintiennent, en 2015 plus de 46 pour cent des personnes seront toujours en dessous de la ligne de pauvreté. En termes des objectifs du millénaire pour le développement, ceci voudrait tout simplement dire que, le niveau de pauvreté de 2005 ne pourrait pas être réduit de moitié en 2015 mais plutôt en 2020, soit 5 ans de retard par rapport aux horizons du millénaire pour le développement.

¹ Compte tenu des événements survenus aux pays depuis 1990, le taux de pauvreté de 1990 ne peut plus servir de référence valable par rapport aux OMDs. C'est pour cette raison que les auteurs ont choisi 2005 comme année de référence.

Lorsqu'on considère les deux scénarios de croissance examinés dans cette étude, bien que l'objectif de réduire le niveau de pauvreté de moitié n'est pas toujours atteint, les nombres d'années nécessaires pour atteindre ces objectifs sont réduits si le pays met en œuvre le PDDAA. Par exemple, lorsque le taux de croissance du secteur agricole de 6 pour cent est ciblé, le taux de pauvreté est réduit de 57 pour cent à 42 pour cent entre 2010 et 2015, pour atteindre 35 pour cent en 2017, soit un gain de trois ans comparé aux tendances courantes (voir figure 2). Cette amélioration des conditions de vie est principalement due à l'augmentation des revenus dans les milieux ruraux où plus de 80 pour cent des populations congolaises vivent. Lorsque par ailleurs, la réduction de moitié du taux de pauvreté de 2005 en 2015 est ciblée, le taux de pauvreté est réduit de 57 à 36 pour cent entre 2010 et 2015, et son niveau de 2005 est réduit de moitié en 2016 (voir figure 2).

Figure 2—Les taux pauvreté national pour les différents scénarios de croissance



Source: Simulation faites par les auteurs

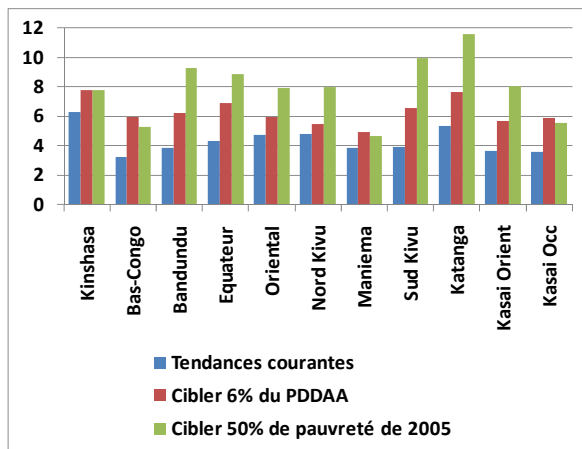
Compte tenu de la grande diversité qui caractérise la République Démocratique du Congo et les différences en potentiel agricole entre régions, les différentes stratégies sur la croissance et la réduction de pauvreté n'auront pas les mêmes effets partout. Les régions à vocation agricole uniquement vont enregistrées une forte croissance lorsque 6 pour cent de croissance du secteur agricole est ciblé. Lorsque la réduction de moitié du taux de pauvreté de 2005 en 2015 est ciblée par une augmentation de la croissance aussi bien dans le secteur agricole que non agricole, les régions qui en plus du potentiel agricole disposent d'une industrie extractive enregistrent les plus fortes croissances.

La section suivante présente les effets de différentes stratégies sur la croissance et la réduction de pauvreté au niveau régional.

Diversité régionale et réduction de pauvreté

Au niveau régional avec les tendances courantes les taux des croissances dans toutes les régions sont faibles (en dessous de 5 pour cent pour toutes les régions à l'exception de Kinshasa et du Katanga) (voir figure 3).

Figure 3—Les taux de croissance régionale pour différents scénarios

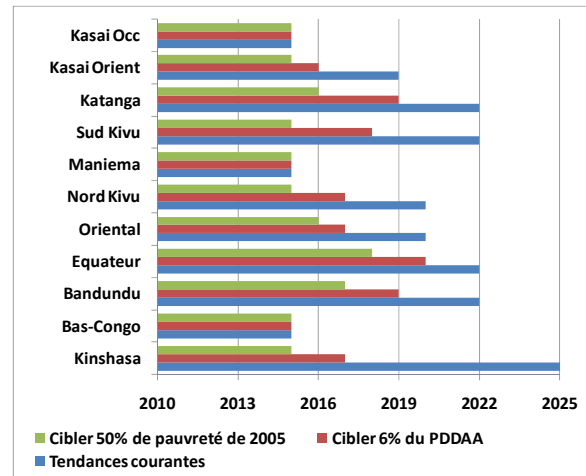


Source: Simulation faites par les auteurs

Ces faibles taux de croissance sont principalement expliqués par le délabrement des infrastructures économiques et sociales dans l'arrière-pays. D'une manière générale, avec ces tendances les taux de pauvreté sont réduits avec le temps mais à un rythme ralenti (voir figure 5). Lorsque le 6 pour cent du PDDAA est ciblé, toutes les régions enregistrent des taux de croissance plus forte, mais certaines régions croissent plus vite que d'autres. Les régions de l'Equateur, du Katanga, de Bandundu, la province Orientale où le potentiel agricole est énorme enregistrent des fortes taux de croissance. La manière dont ces taux de croissance se traduisent en réduction des niveaux de pauvreté et à l'achèvement des objectifs du millénaire pour le développement dépend du poids du secteur moteur de la croissance (agriculture) dans l'économie de la région et du niveau initial de pauvreté. Par exemple, malgré la forte croissance enregistrée au Katanga (7.6) avec le scénario de 6 pour cent du PDDAA, la région ne pourrait réduire son niveau de pauvreté qu'en 2019. L'agriculture au Katanga ne compte que pour 28 pour cent du PIB de la région. Le Kasai Occidental par contre où l'agriculture contribue à concurrence de 70 pour cent, réduit sa pauvreté de

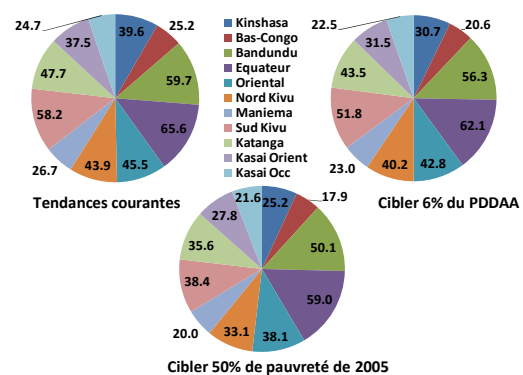
moitié en 2015 avec le scénario PDDAA. Par ailleurs, lorsque la réduction de moitié du taux de pauvreté de 2005 en 2015 est ciblée toutes les régions réduisent leur taux de pauvreté de moitié à un rythme accéléré (voir figure 4).

Figure 4—La période au cours de laquelle chaque région réduit son niveau de pauvreté de moitié selon les différents scénarios.



Source: Simulation faites par les auteurs

Figure 5—Pauvreté régionale pour les différentes stratégies de croissance en 2015.



Source: Simulation faites par les auteurs

Conclusion

La RDC avec ces 80 millions d'hectares de terre arable (dont 10 pour cent seulement sont utilisées), sa variété climatique et l'abondance des ressources en eau, a le potentiel de devenir le grenier de l'ensemble de l'Afrique. Mais certains investissements sont indispensables pour transformer cet immense potentiel

en opportunité pour endiguer la faim et la malnutrition aussi bien en RDC qu'en Afrique. De tels investissements incluent des dépenses publiques dans l'infrastructure rurale, les services de vulgarisation, la recherche agricole, la science et la technologie. Les infrastructures rurales sont complètement délabrées et ne permettent pas le transfert de la production agricole des centres de productions aux centres de consommation. La RDC qui a presque la même superficie que l'Europe de l'Ouest, ne compte que 600 km de routes asphaltées. De même, pour protéger les fermiers contre les aléas climatiques et les turbulences économiques, des mécanismes novateurs d'assurance des cultures doivent être introduits et testés à plus grande échelle. Les technologies de l'information et la disponibilité de meilleures données météorologiques rendent l'innovation en ce domaine plus faisable. Il est évident

qu'en dépit de la proclamation du secteur agricole comme la priorité des priorités, l'agriculture ne reçoit qu'une part insignifiante du budget de l'Etat : 0.8 pour cent en 2002, 1.3 pour cent en 2004 et 1.7 pour cent en 2007. Dans ces conditions, il est impérieux que la RDC soit rattachée au Programme Détaillé de Développement Agricole en Afrique (PDDAA). Le PDDAA est au centre des récents efforts entrepris par les gouvernements africains, dans le cadre de l'initiative UA/NEPAD, en vue de l'accélération de la croissance et de l'élimination de la pauvreté et de la faim dans les pays africains. Il s'agit d'un cadre de politique commune formulé autour de quatre piliers : i) l'amélioration de la gestion de l'eau ; ii) le développement durable des exploitations agricoles ; iii) la gestion améliorée des autres ressources naturelles ; et iv) le développement des filières agricoles et promotion des marchés.

Ce papier a été préparé pour le Programme d'appui à la stratégie de la R.D. du Congo. Il est uniquement pour promouvoir le débat entre praticiens et chercheurs. Il n'a pas été revu formellement. Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions de l'IFPRI.

Le Programme d'appui à la stratégie de la R.D. du Congo de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) travaille en étroite collaboration avec le gouvernement de la R.D. du Congo et d'autres partenaires au développement à fournir des informations pertinentes pour la conception et la mise en œuvre des stratégies de développement agricole et rural dans la R.D. du Congo.

Copyright © 2011 Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires. Tous droits réservés. Ce matériau peut être reproduite pour un usage personnel et non-lucratif sans l'autorisation du mais avec mention de l'IFPRI. Pour toute autre utilisation, contactez ifpri-copyright@cgiar.org.

IFPRI HEADQUARTERS

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

2033 K Street, NW • Washington, DC 20006-1002 USA

Tel: +1-202-862-5600 • Skype: IFPRIhomeoffice

Fax: +1-202-467-4439 • E-mail: ifpri@cgiar.org

Contact: John Ulimwengu, Acting Program Leader

(j.ulumwengu@cgiar.org)

IFPRI-KINSHASA

DR Congo Strategy Support Program

4163 Avenue Haut-Congo, Quartier Revolution,

Kinshasa/Gombe

DR Congo

ifpri-kinshasa@cgiar.org